

Ne rien écrire ici

Bureau

Année

Codes de juge administratif

1<sup>re</sup> instance

001

N° de dossier - RN

Révision

002

Pour une période débutant **entre** le 2 avril **2026** et le 1<sup>er</sup> avril **2027**

Le locateur doit, dans les 90 jours suivant la date de la transmission de ce formulaire, en notifier une copie dûment complétée au locataire et le déposer au dossier du Tribunal, accompagné de la preuve de cette notification. Lorsque le demandeur est le locateur et qu'il fait défaut de produire au dossier du Tribunal cette preuve de notification, la demande est alors périmée et le Tribunal ferme le dossier.

## Identification

### 1 Nom du locateur

Nom		Prénom		
N°	Rue	App.	Ville / Municipalité	Code postal

Nom		Prénom		
N°	Rue	App.	Ville / Municipalité	Code postal

### 2 Renseignement sur l'immeuble concerné

Adresse de l'immeuble où se trouvent le ou les logements pour lesquels la fixation du loyer est demandée.

N°	Rue	App.	Ville / Municipalité	Code postal
----	-----	------	----------------------	-------------

☐ Cet immeuble est en tout ou en partie une résidence privée pour aînés ou un autre lieu d'hébergement où sont offerts à des aînés des services qui se rattachent à la personne même du locataire (case à cocher).

### 8 Réparations ou améliorations majeures

Inscrivez les dépenses d'immobilisation engagées pour des réparations ou améliorations majeures entre le **1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2025**.

N° de la dépense	Description de la dépense (Inscrivez une seule dépense par ligne)	Date de fin des travaux		Montant de la dépense		Nombre de logements concernés		Nombre de locaux non résidentiels concernés	
		An	Mois						
11.		820		840	\$	860		890	
12.		821		841	\$	861		891	
13.		822		842	\$	862		892	
14.		823		843	\$	863		893	
15.		824		844	\$	864		894	
16.		825		845	\$	865		895	
17.		826		846	\$	866		896	
18.		827		847	\$	867		897	
19.		828		848	\$	868		898	
20.		829		849	\$	869		899	

**Veillez indiquer les aides, indemnités ou prêts à intérêt réduit dont vous bénéficiez ou avez bénéficié en lien avec les dépenses indiquées au tableau ci-dessus, en référant au numéro de la dépense.**

A

Aide financière

Numéro de la dépense

Montant de l'aide

A7		A8		\$
A9		A10		\$
A11		A12		\$

B

Indemnité versée par un tiers

Numéro de la dépense

Montant de l'indemnité

B7		B8		\$
B9		B10		\$
B11		B12		\$

C

Prêt à intérêt réduit

Numéro de la dépense

Montant du prêt

Versement annuel

C11		C10		\$	C16		\$
C13		C12		\$	C17		\$
C15		C14		\$	C18		\$

9

### Nouvelles dépenses découlant de la mise en place d'un service ou de l'ajout d'un accessoire ou d'une dépendance

Inscrivez les dépenses récurrentes découlant de la mise en place d'un service ou de l'ajout d'un accessoire ou d'une dépendance entre le **1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2025**, estimées pour une année complète.

Description de la dépense (Inscrivez une seule dépense par ligne)	Montant de la dépense		Aide financière reçue		Nombre de logements concernés		Nombre de locaux non résidentiels concernés	
5.	914	\$	934	\$	954		974	
6.	915	\$	935	\$	955		975	
7.	916	\$	936	\$	956		976	
8.	917	\$	937	\$	957		977	

Variation ou fin d'une aide pour la mise en place d'un service ou l'ajout d'un accessoire ou d'une dépendance

Description de l'aide reçue	Montant versé en 2025		Montant versé en 2024		Nombre de logements concernés		Nombre de locaux non résidentiels concernés	
5.	924	\$	944	\$	964		984	
6.	925	\$	945	\$	965		985	
7.	926	\$	946	\$	966		986	
8.	927	\$	947	\$	967		987	

La numérotation utilisée ici correspond aux différentes sections du formulaire ci-joint.

8

Les **réparations ou améliorations majeures** donnent lieu à des **dépenses d’immobilisation**, qui ne font pas partie des dépenses récurrentes que vous assumez régulièrement pour l’immeuble. Il peut s’agir de travaux visant à réparer ou modifier les principaux éléments de la structure de l’immeuble (p. ex. : toit, tuyauterie, système de chauffage, isolation, fenestration, revêtement extérieur, fondation, drain français, panneau électrique) ou de travaux de rénovation (p. ex. : remplacement des armoires, comptoirs, de la plomberie, de la céramique ou du plancher) dans les logements ou les espaces communs.

Si des dépenses d’immobilisation ne concernent que certains des logements, vous devez être en mesure, à l’audience, de spécifier quels sont les logements bénéficiaires.

Indiquez le montant de toute **aide financière accordée** par un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada, par une municipalité ou par une entreprise d'utilité publique, reçue ou à recevoir, en lien avec la dépense inscrite dans cette rubrique.

Si une **indemnité** vous est versée par un tiers (p. ex. : compagnie d'assurance) ou doit l'être à l'égard d'une dépense inscrite dans cette rubrique, veuillez en inscrire le montant.

Si vous avez bénéficié d'un **prêt à intérêt réduit** à l'égard de ces dépenses, vous devez en préciser les conditions (montant du prêt et des versements annuels).

Veuillez inscrire une dépense par ligne. Au besoin, utilisez le document « Annexe - Renseignements nécessaire à la fixation du loyer » mis à votre disposition dans la section « Formulaires » du site Web du Tribunal.

9

En plus de ces dépenses d'immobilisation, il est possible que vous ayez à assumer des **dépenses récurrentes**, à la suite de la mise en place d'un service ou de l'ajout d'un accessoire ou d'une dépendance. C'est le cas, notamment, lorsque l'installation d'une piscine ou d'un garage occasionne des dépenses de fonctionnement que vous n'aviez pas à assumer précédemment, ou encore lorsque vous devez rémunérer du personnel pour offrir un nouveau service aux locataires. Vous devez estimer le coût de ces nouvelles dépenses pour une année complète. Si des dépenses récurrentes ne concernent que certains logements, vous devez être en mesure, à l'audience, de spécifier quels sont les logements bénéficiaires.

Si une **aide financière** pour des dépenses découlant de la mise en place d'un service ou de l'ajout d'un accessoire ou d'une dépense vous a été versée au-delà de la période de 12 mois consécutifs qui précède la période de référence, veuillez indiquer le montant qui vous a été versé au cours de la période de référence et celui qui vous a été versé au cours de la période précédente.

Veuillez inscrire une dépense par ligne. Au besoin, utilisez le document « Annexe - Renseignements nécessaire à la fixation du loyer » mis à votre disposition dans la section « Formulaires » du site Web du Tribunal.

**IMPORTANT!** Vous devez présenter, en preuve, lors de l’audience, tous les documents, soit, par exemple, les comptes de taxes municipales et scolaires, les factures concernant les assurances, les frais de déneigement (parc de maisons mobiles) et celle reliées aux réparations ou améliorations majeures. Portez une attention particulière aux dates. Notez qu'une dépense d'immobilisation n'est prise en considération qu'une fois et le Tribunal n'en tiendra compte que si elle est supportée par le locateur. **L'absence de documents peut occasionner un délai supplémentaire dans le traitement de la demande ou même causer son rejet.**

Brouillon

À conserver pour vos dossiers

Identification

1Nom du locateur

Nom		Prénom		
N°	Rue	App.	Ville / Municipalité	Code postal
Nom		Prénom		
N°	Rue	App.	Ville / Municipalité	Code postal

2Renseignement sur l'immeuble concerné

Adresse de l'immeuble où se trouvent le ou les logements pour lesquels la fixation du loyer est demandée.

N°	Rue	App.	Ville / Municipalité	Code postal
----	-----	------	----------------------	-------------

☐

Cet immeuble est en tout ou en partie une résidence privée pour aînés ou un autre lieu d'hébergement où sont offerts à des aînés des services qui se rattachent à la personne même du locataire (case à cocher).

8Réparations ou améliorations majeures

Inscrivez les dépenses d'immobilisation engagées pour des réparations ou améliorations majeures entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2025.

N° de la dépense	Description de la dépense (Inscrivez une seule dépense par ligne)	Date de fin des travaux		Montant de la dépense		Nombre de logements concernés		Nombre de locaux non résidentiels concernés	
		An	Mois						
11.		820		840	\$	860		890	
12.		821		841	\$	861		891	
13.		822		842	\$	862		892	
14.		823		843	\$	863		893	
15.		824		844	\$	864		894	
16.		825		845	\$	865		895	
17.		826		846	\$	866		896	
18.		827		847	\$	867		897	
19.		828		848	\$	868		898	
20.		829		849	\$	869		899	

Veuillez indiquer les aides, indemnités ou prêts à intérêt réduit dont vous bénéficiez ou avez bénéficié en lien avec les dépenses indiquées au tableau ci-dessus, en référant au numéro de la dépense.

A Aide financière

Numéro de la dépense		Montant de l'aide	
A7		A8	\$
A9		A10	\$
A11		A12	\$

B Indemnité versée par un tiers

Numéro de la dépense		Montant de l'indemnité	
B7		B8	\$
B9		B10	\$
B11		B12	\$

C Prêt à intérêt réduit

Numéro de la dépense		Montant du prêt		Versement annuel	
C11		C10	\$	C16	\$
C13		C12	\$	C17	\$
C15		C14	\$	C18	\$

9

### Nouvelles dépenses découlant de la mise en place d'un service ou de l'ajout d'un accessoire ou d'une dépendance

Inscrivez les dépenses récurrentes découlant de la mise en place d'un service ou de l'ajout d'un accessoire ou d'une dépendance entre le **1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2025**, estimées pour une année complète.

Description de la dépense (Inscrivez une seule dépense par ligne)	Montant de la dépense		Aide financière reçue		Nombre de logements concernés		Nombre de locaux non résidentiels concernés	
5.	914	\$	934	\$	954		974	
6.	915	\$	935	\$	955		975	
7.	916	\$	936	\$	956		976	
8.	917	\$	937	\$	957		977	

Variation ou fin d'une aide pour la mise en place d'un service ou l'ajout d'un accessoire ou d'une dépendance

Description de l'aide reçue	Montant versé en 2025		Montant versé en 2024		Nombre de logements concernés		Nombre de locaux non résidentiels concernés	
5.	924	\$	944	\$	964		984	
6.	925	\$	945	\$	965		985	
7.	926	\$	946	\$	966		986	
8.	927	\$	947	\$	967		987	

La numérotation utilisée ici correspond aux différentes sections du formulaire ci-joint.

8

Les **réparations ou améliorations majeures** donnent lieu à des **dépenses d’immobilisation**, qui ne font pas partie des dépenses récurrentes que vous assumez régulièrement pour l’immeuble. Il peut s’agir de travaux visant à réparer ou modifier les principaux éléments de la structure de l’immeuble (p. ex. : toit, tuyauterie, système de chauffage, isolation, fenestration, revêtement extérieur, fondation, drain français, panneau électrique) ou de travaux de rénovation (p. ex. : remplacement des armoires, comptoirs, de la plomberie, de la céramique ou du plancher) dans les logements ou les espaces communs.

Si des dépenses d’immobilisation ne concernent que certains des logements, vous devez être en mesure, à l’audience, de spécifier quels sont les logements bénéficiaires.

Indiquez le montant de toute **aide financière accordée** par un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada, par une municipalité ou par une entreprise d'utilité publique, reçue ou à recevoir, en lien avec la dépense inscrite dans cette rubrique.

Si une **indemnité** vous est versée par un tiers (p. ex. : compagnie d'assurance) ou doit l'être à l'égard d'une dépense inscrite dans cette rubrique, veuillez en inscrire le montant.

Si vous avez bénéficié d'un **prêt à intérêt réduit** à l'égard de ces dépenses, vous devez en préciser les conditions (montant du prêt et des versements annuels).

Veuillez inscrire une dépense par ligne. Au besoin, utilisez le document « Annexe - Renseignements nécessaire à la fixation du loyer » mis à votre disposition dans la section « Formulaires » du site Web du Tribunal.

9

En plus de ces dépenses d'immobilisation, il est possible que vous ayez à assumer des **dépenses récurrentes**, à la suite de la mise en place d'un service ou de l'ajout d'un accessoire ou d'une dépendance. C'est le cas, notamment, lorsque l'installation d'une piscine ou d'un garage occasionne des dépenses de fonctionnement que vous n'aviez pas à assumer précédemment, ou encore lorsque vous devez rémunérer du personnel pour offrir un nouveau service aux locataires. Vous devez estimer le coût de ces nouvelles dépenses pour une année complète. Si des dépenses récurrentes ne concernent que certains logements, vous devez être en mesure, à l'audience, de spécifier quels sont les logements bénéficiaires.

Si une **aide financière** pour des dépenses découlant de la mise en place d'un service ou de l'ajout d'un accessoire ou d'une dépense vous a été versée au-delà de la période de 12 mois consécutifs qui précède la période de référence, veuillez indiquer le montant qui vous a été versé au cours de la période de référence et celui qui vous a été versé au cours de la période précédente.

Veuillez inscrire une dépense par ligne. Au besoin, utilisez le document « Annexe - Renseignements nécessaire à la fixation du loyer » mis à votre disposition dans la section « Formulaires » du site Web du Tribunal.

**IMPORTANT!** Vous devez présenter, en preuve, lors de l’audience, tous les documents, soit, par exemple, les comptes de taxes municipales et scolaires, les factures concernant les assurances, les frais de déneigement (parc de maisons mobiles) et celle reliées aux réparations ou améliorations majeures. Portez une attention particulière aux dates. Notez qu'une dépense d'immobilisation n'est prise en considération qu'une fois et le Tribunal n'en tiendra compte que si elle est supportée par le locateur. **L'absence de documents peut occasionner un délai supplémentaire dans le traitement de la demande ou même causer son rejet.**